

Louis Martin
ONGUENE ESSONO

Maître de Conférences
FALSH
Université de Yaoundé I

LA PRESSE
CAMEROUNAISE :
BILAN ET
PERSPECTIVES¹

¹ Texte remanié d'une conférence présentée au Cemic de l'Université de Bordeaux 3 le 06 juin 2005.

INTRODUCTION

Le thème de cette réflexion peut paraître très ambitieux, vu son étendue. Ce travail présuppose, d'une part, l'historique et la typologie de la presse camerounaise. Étant donné l'amorce de l'analyse des contenus et des diverses formes de ces médias, il présuppose aussi la prise en compte de l'analyse de ses statuts socio juridiques, voire de la description et de la qualité des hommes de presse et, éventuellement, la prise en compte de leur statut social.

Les travaux sur la langue des médias circulent abondamment. Efoa (1983), Ze Ze (1991) Onguene Essono (1993, 1995), Binam (2001), Ayant (2003), Mahop (2004) et Kengne (2005) observent le fonctionnement du français dans ses diverses configurations morphosyntaxiques.

Les travaux sur le traitement de l'information abondent. Wong Ahanda (2005) en dresse un état quantitatif. Au plan général, Nga Ndongo (1987 et 1993) présente l'impact social des médias au sein de la population. Mendo-Ze et Hond (2005) découvrent les aspects juridico-institutionnels à travers *une analyse critique de l'environnement de la presse libre au Cameroun*.

D'autres études analysent l'évolution de ces médias. Ainsi, Omgba (2001), comme récemment Ndebiyembe (2006), dresse un bilan de la presse écrite francophone. Saah (1975) entreprend la même œuvre au plan historique. Biyiti (1984) examine les raisons du divorce entre la radio et la société alors que Tjade (1986) esquisse une analyse sur les radios et les besoins sociaux. Plus critiques paraissent les études traitant des rapports entre la presse privée, longtemps bâillonnée, et l'État camerounais avant et depuis le *débâillonage*. cf. Njonh

merounais avant et depuis le *débâillonage*. cf. Njonh Mbeng (1990), Tchindji (1996) et T. Atenga 2005).

Dans ce sillage, Ngongo (1983) montre que, à l'époque coloniale et savamment orientée, la presse a été la première force ayant infléchi la population chrétienne des villages par une socialisation politique puissante et efficace. Fouda (2003) examine, pour le Cameroun, l'apport des médias à la construction de l'État-Nation. Nous n'analyserons donc que les éléments avérés même si d'autres points de vue peuvent invalider certaines de nos affirmations. Nous suggérons de commencer par l'historique de la presse camerounaise.

I-LA PRESSE CAMEROUNAISE : ÉPHÉMÉRIDES ET PREMIERS PAS

Il est difficile de déterminer la date exacte de la naissance de l'entreprise d'information de masse au Cameroun. Les rares études établissent cependant que la radio est la mère des médias au Cameroun. Plus fréquentes, les opinions qui, pour des raisons sociales et politiques, attribuent cette place à la presse écrite.

La controverse, (Ngo Mbilla (1988 : 4), oppose deux parties. Pour des raisons de guerre, Ngo Mbilla et Bebey (1963 : 36), estiment qu'en 1940², *la radiodiffusion a vu le jour au Cameroun après la presse écrite*, [qui] existait depuis l'époque allemande car, **Kameroun Post** paraissait déjà en 1912. Aucun journal écrit en français ou en langue locale ne figure sur la liste des journaux camerounais dans les années 1800³. Saah (op. cit.) analysent pourtant

² Fouda (2003 : 89) rapporte que *les premiers programmes radiodiffusés à partir du Cameroun ont été lancés en 1941*. Il n'y a pas de contradiction, la création administrative, intervenue en 1940, et l'effectivité de la concrétisation survenue, elle, en 1941 avec les premières émissions à Douala.

³ Cela ne signifie pas l'absence de textes écrits en langues locales. *Le catéchisme* en 1891, *le manuel de liturgie* en 1897 circulent en effet à Douala.

de tels journaux entre 1884 et 1958 et Ngongo (1987) les inclut dans l'examen des faits sociaux survenus entre 1884 et 1945.

Il y a lieu de s'interroger sur cette diversité des dates. Si chaque auteur trouve une date à sa convenance. Cependant Radio Douala, administrativement créée par arrêté en 1940, n'est entrée en service qu'une année plus tard pour favoriser la diffusion des communiqués de guerre. Il en va différemment des journaux écrits.

La première feuille, *Mulee nguea*, i.e. *Le guide*, paraît en 1903 pour consolider la foi chrétienne et abolir les croyances traditionnelles. L'idéologie protestante sous-tend la mission première de cette publication qui recherchait, comme bien d'autres, à éradiquer la culture africaine au profit du christianisme.

Quant à la radio, la date de 1947 est citée comme l'année à laquelle Radio Douala a démarré ses premières émissions⁴. Les éphémérides de cette station remontent à plus loin dans le temps, à en croire Moosman (1983 :7) qui retrace la naissance et l'organisation de la radiodiffusion dans les colonies françaises. Cette histoire est engendrée en 1920, prend corps en 1929 d'après Miquel (1972 : 43) jusqu'à la concrétisation de la **station coloniale** en 1931.

L'hypothèse de la primauté de la presse écrite s'impose donc au regard de l'histoire du Cameroun. En effet, la présence allemande, française et anglaise et surtout la guerre expliquent ce phénomène dans un pays à tradition orale où les Alliés devaient livrer des messages à travers l'Afrique Équatoriale française.⁵ Les rapports entre les co-

⁴ Effemba, Prosper, Roger, La Crtv en chantier. in *CRTV Magazine*, n°01, février 2000, p.15. Cette date indique probablement le début réel des émissions différentes des programmes relatifs à la guerre.

⁵ Cf. Ngo Mbilla, Esther, *La radiodiffusion au Cameroun : 1940-1963, Approche historique*. Mémoire de Maîtrise Univ. de Yaoundé, 1988.

lons et la métropole, en dehors des traditionnels carnets de route et des rapports administratifs, transitaient aussi par le circuit médiatique dont on rappellera brièvement l'évolution.

En initiant l'information de masse au Cameroun, les Allemands, lors de leur passage en 1884, ont introduit un nouveau mode de communication. Ngono (1979 : 19) présente cette insolite parturition pour la presse laïque ou confessionnelle en langues locales.

Une telle expansion présuppose des lecteurs alphabétisés en leurs langues et en allemand. Les objectifs allemands, repris plus tard par les Français, visaient à informer la métropole des actions conduites en colonie, et à informer la colonie de la politique de la mère patrie sur les mesures à appliquer dans le pays.

Les premiers écrits journalistiques sont donc l'œuvre des colons. Aucune trace ni aucune tradition locales ne signalent la présence d'un tel média au Cameroun précolonial, notre société, à l'époque, étant orale. L'on objectera pourtant que l'écriture bamum existait, mais aucun média formel n'utilisait cette langue.

La transmission des événements et de l'histoire transitaient et se conservaient par la culture mnémotechnique et les vestiges provenant de divers types d'art : dessins rupestres; symboles sur les poteries et dans les nécropoles, les statuettes, les icônes et les figurines; les scarifications, chansons, musiques, griots, épopées, etc. Les premiers médias écrits sont donc l'œuvre des protestants et des catholiques aux objectifs pastoraux et socio-didactiques ainsi que le révèle Saah (1975 : 31)

La presse missionnaire est l'un des moyens les plus efficaces à la fois pour

*l'évangélisation des masses africaines
et pour la transformation des structures
sociales et ancestrales sans lesquelles
tout effort d'évangélisation serait voué à
l'échec.*

Les dates de parution divergent d'un auteur à un autre. Et il est difficile de s'accorder. Ainsi, pour Omgba (1998 : 16), ces journaux paraissent dès 1906. Mais pour Fame Ndongo (1972) qui inspire et Ngonon (op.cit.) et que reprend Nga Minkala (1993 : 50-51), c'est plutôt 1903. Le duala, le bassa, le bulu et l'ewondo informent et éduquent la population. Omgba (op.cit.:11-42) structure ainsi cette naissance : la presse coloniale, animée de 1884 à 1945 par les Allemands et les Français, la presse nationaliste animée, elle, par les Camerounais de 1945 à 1960, et de 1960 aux années 90. Ces années révèlent une presse complexe, compliquée, euphorique et de plus en plus soucieuse de sa liberté, d'autant que, à la faveur de la réunification, s'y est enfin ajoutée une presse d'obédience anglo-saxonne. Nos tableaux présentent les orientations éditoriales de notre presse. Celle-ci, écrite et majoritairement confessionnelle recherche la consolidation de la foi, draine et distille une idéologie destructive des valeurs traditionnelles des peuples à civiliser.

Les rédacteurs initiaux, les colons, passent le flambeau aux autochtones, lesquels, poursuivent la mission pastorale et civilisatrice. Celle-ci s'est ensuite transformée en une mission nationaliste dès les années de l'après guerre. L'évocation de cette parturition revêt toute son importance. La situation actuelle fait en effet oublier le rôle efficace de ces médias : celui de l'éducation, de la communication saine, claire et objective, de la construction de l'opinion pour la recherche de la vérité et de l'information du peuple, et enfin, celui de la quête du bonheur social.

Cette finalité est opératoire dans les écrits des journaux, à la télévision ou à la radio. On la trouve développée aussi bien chez Cayrol (1973) que chez Voyenne (1971). Ce dernier estime qu'il est dévolu aux médias un rôle qui lui est désormais inhérent, celui de refléter l'opinion de la société. Pour la presse camerounaise, Chindji-Kouleu (2000) rappelle la principale mission qui est celle de l'éducation.

Ces projets sont de moins en moins recherchés et varient selon le professionnalisme des acteurs. Le Cameroun, comme beaucoup des pays, s'est constitué des lobbies capables ou non de dominer, de réguler, de gérer de près ou à distance le métier qu'exercent toutes catégories de communicateurs. Un tel jeu est universel. Il se répercute sur les idéologies en vigueur. Le but fondamental demeure donc l'information contradictoire et mais cohérente. L'information n'est pas invention de faits ou d'événements. Elle n'est pas interprétation. Cette culture semble encore beaucoup manquer qui pourraient utilement lire Rieffel (2005).

L'explication complète et réelle des événements qui surviennent peut être différemment perçue selon qu'on appartient à tel ou à tel lobby. La cohérence sous-jacente peut être complètement s'opposer à celle du lobby d'en face ou d'à côté. L'une et l'autre participeront à forger et à former l'opinion, à dénoncer et à corriger les mensonges, à proposer la meilleure perception de l'événement et à permettre au citoyen de comprendre l'actualité et de mieux la vivre et non de le soumettre à *la tyrannie de la communication* que condamne Ramonet (2001).

Ce souci sous-tendait la presse coloniale et locale. Celle-ci, quelquefois, était influencée par celle-là, soit idéologiquement, soit financièrement pour mieux faire passer les opinions de la métropole. Il s'agit, dans ce cas, d'un nécessaire contrepoids visant à atténuer les témérai-

res ardeurs de la presse écrite.

La multiplicité des points de vue d'une presse diversifiée est aussi probablement un signe de démocratie. Voilà pourquoi, en 1923, la France a facilité la création de la *Gazette du Cameroun*, puis une quinzaine d'années plus tard, en 1939, la *Radio-presse*.

Mais cette emprise feutrée prend son importance dès la décennie 1930, avec les tensions sociales susceptibles de déstabiliser le pouvoir colonial en place. L'inquiétude s'amplifie encore avec l'arrivée, au Port de Douala, d'un syndicaliste de la CGT, chargé de former les indigènes au mouvement syndicaliste.

S'installe alors, une tacite répartition des tendances de la presse, puisque surgissent des penchants pour une presse corporative, politique, confessionnelle, administrative, etc. De plus, l'évolution des mentalités et le nationalisme naissant, la conscientisation des populations même les plus reculées développent l'information de masse qui donne ainsi naissance à la presse contemporaine.

II-LA PRESSE CONTEMPORAINE

Il est difficile de déterminer les bornes spatio-temporelles de la presse contemporaine camerounaise. Mais une tentative de généralisation favorisant l'analyse, limiterait la première borne dans les années d'avant les indépendances. Le deuxième jalon commencerait avec l'indépendance. Une troisième étape s'enclencherait à partir de la fièvre démocratique de 1990. Cette délimitation est celle que certains spécialistes adoptent de nos jours.

2.1. Avant les indépendances

Le départ des Allemands, cela va de soi maintenant, fonde la naissance réelle de la presse contemporaine du

Cameroun. En effet, la rétrocession, en 1916, du Cameroun à la France et à la Grande Bretagne avait entraîné des mouvements de revendication qu'avait répercutés la presse dialectale. La très grande ampleur de ce nouveau mode d'information qui venait renforcer le bouche à oreilles et les modes traditionnels de transmission d'événements avaient aussi commencé à inquiéter les Français. Par la presse en effet, la conscientisation populaire a pris source. La réclamation des droits humains et sociaux se dessine.

La revendication à tendance nationaliste prend corps et se développe grâce à l'action des journaux qui prennent la responsabilité d'informer la population sur les enjeux sociaux des événements qui surviennent sur le territoire. Cette situation fait dire à Omgba (op. cit. : 16) que la presse indigène, qui fait une timide apparition,

suscite quelque appréhension de la part de l'administration coloniale qui craint que cet outil dangereux ne réveille les consciences des indigènes qu'elle souhaite voir à l'écart des débats et des revendications susceptibles de remettre en cause son action et sa présence.

Les médias écrits revêtent une telle importance à cette époque que, à la fin de la guerre, on dénombrait 43 titres, toutes langues et tous clivages confondus. Cette période constitue, dirait-on, le vivier originel de notre presse. Elle en présente les qualités professionnelles aujourd'hui difficilement patentées.

Un examen des titres -déjà évoqué- révèle que l'objectif recherché était focalisé sur l'éveil des consciences, les journaux écrits visant alors la liberté et l'éducation du peuple. Le journal des années 1940 à 1960 rappelle le

plaisir que procure la lecture des opinions justes, divergentes et pertinentes, même partisans. Les joutes éditoriales aiguës, indices des groupes politiques différents ou opposés, incluaient la confraternité des rédacteurs qui défendaient pourtant bec et ongles leurs opinions.

Même quand on la consulte encore aujourd'hui, la presse d'antan, aux moyens techniques réduits, offre la délectation d'une lecture constructive et positive, fruit d'une technologie rudimentaire, mais efficace. La forme, relativement alambiquée, demeure de loin meilleure à l'empoisonnement lexical actuel. La manière de dire son analyse venait en effet en appui aux contenus, berçant le lecteur de beaux agréments littéraires.

Pourtant, la finalité recherchée logeait bien loin des travers actuels que dénonce, après Kraus, Bouveresse (2001 : 3). À l'évidence, à cette période, la feuille ne servait pas exclusivement, comme aujourd'hui, de rouage et d'auxiliaire à un système essentiellement mercantile. Une telle presse développe

une capacité exceptionnelle dans l'art de diluer la responsabilité, de la rendre insaisissable et anonyme. Elle est même devenue si puissante qu'elle peut désormais se permettre de n'accepter, en fait de critiques, que celles qu'elle consent à formuler elle-même à son propre propos.

Lorsque naissent les partis politiques, une opinion se crée. Se construit. S'entretient et grandit, animée aussi bien par les expatriés que par les locaux. L'administration coloniale, avec ses divisions idéologiques et ses différents blocs, ces tendances se répercutent dans la presse dont l'action, fort développée et sans moyens, utilise des feuillets pour informer le public.

La devise de certains journaux trace l'itinéraire à suivre. Les politiques éditoriales deviennent radicales et outrecuidantes sans jamais atteindre la dérive. L'information vraie devient telle que la saisie devient la règle. Attitude compréhensible, la radio, à l'époque, utilisait le français⁶ en majorité et relevait de la puissance coloniale qui la contrôlait. La presse écrite, quoiqu'en pense Tudesq () pour qui

les radios et les télévisions, s'adressant directement aux populations (qu'elles sachent ou non lire) et les ondes hertziennes ignorant les frontières, sont plus aisément reçues que la presse écrite qui nécessite d'être alphabétisé et qui peut être interdite par les gouvernants

comptait un large lectorat. Lequel décodait et lisait ou le français, ou les langues identitaires judicieusement et pragmatiquement utilisés par la presse, confessionnelle ou non. D'ailleurs, signale Ngo Mbilla (op. cit. : 48), lors de la guerre, de 1939 à 1955, certaines informations radiodiffusées étaient intégralement reprises dans *Radio-presse*, que lisait la population.

Entre 1945 et 1960, se créent ainsi de nombreux titres (Tudesq, 1995 : 16). Les journaux écrits fleurissent. Leur objectif est patriotique et partisan. Au contraire de la radio contrôlée par le pouvoir. Ils servent de relais aux nationalistes. Cette thèse paraît être le fondement de l'étude de Saah (op. cit), de Fame Ndongo (1972) et de Ngongo. La presse confessionnelle, très active, très crue et très critique s'impose et se voit taxée de réactionnaire. Elle agit en profondeur et atteint les interstices vicinaux des hameaux les plus reculés. De fait, en 1945, écrit Ngongo (1983 : 143).

⁶ Radio Douala utilisait le duala et l'ewondo trois fois par semaine pour une durée de 10 à 15mn par émission.

On parle de politique dans les plus petits villages de brousse. L'apathie que d'aucuns avaient cru déceler en ces indigènes s'est muée en un débordement d'activité politique générateur de grève et de violence.

Une telle influence montre précisément la force de l'influence de la presse qui sert alors, reconnaissent Ngongo (op. cit. : 147) et Fame Ndongo (op.cit.), *non à informer, mais à influencer, à orienter*. Cette activité s'épanouit surtout avant l'Indépendance à cause des opinions favorables ou non à l'indépendance soit par la négociation, soit par la conquête ou par la violence. Une telle opinion se forme et s'éduque. La presse confessionnelle y joue un rôle capital, car, à l'époque, relève Fouda (op. cit. 95), les catéchistes lisent les journaux

pour la communauté et éveillent chez la population le désir de participation à la gestion non pas de leur village, mais de leur pays [...] La constitution de plates-formes de discussion par la médiation du journal permet que les expériences...soient partagées dans un espace qui ne tarderait pas à s'orienter politiquement.

On comprend que, par cette forte médiation et l'impact subséquent, la représentation nationale aux Nations Unies ait été supportée moins par les journaux que par près de 71feuilles de chou ronéotées.

2.2. Après les indépendances

L'obtention de l'indépendance du Cameroun est un motif sérieux pour enterrer la presse, l'enjeu fondamental ayant été atteint. C'est, en tout cas, une des causes de la disparition de plusieurs titres rédigés en langues locales

ou relevant du secteur privé. La période factice et fonctionnelle de l'après indépendance s'échelonne de 1961 à 1982. Cette époque provoque un prétexte assez fort pour amener les instances au pouvoir à muscler l'expression médiatique indépendante de grande envergure.

La deuxième raison, la plus pertinente sans doute, concerne l'environnement politique d'alors. À l'ère de la 1^{ère} République, notre pays veut réaliser de nombreux objectifs : garantir la sécurité en enrayant, à l'aide des Français, le maquis en pays bamiléké, dans le Nyong et Sanga et dans le Littoral ; construire et consolider l'unité et la paix nationales. Le pouvoir en place nourrit alors une farouche hostilité pour toute tentative d'entrave à l'aboutissement et à la réalisation de ces quelques objectifs.

Or, de téméraires sursauts d'héroïsme patriotique font naître des médias privés que montrent nos tableaux. On recense, écrit Keye Ndogo (1980), une soixantaine de titres moribonds, à la solde du pouvoir ou d'obédience culturelle. Dans cette perspective, où la témérité et le courage le disputent avec la recherche de la vérité et au maintien du professionnalisme, quelques journaux s'évanouissent. *La Semaine camerounaise*, protestante, disparaît des kiosques, et *l'Effort camerounais*, catholique, devient la référence de l'opinion nationale.

À cette époque, l'opinion demeure *argumentativement* solide et justifiée. Les partis politiques, agonisant, animent de rares journaux. Mais l'instauration du parti unifié, en 1966, annihile les moribonds soubresauts d'une presse réduite au silence. Le pouvoir, désormais confiné au sein d'un seul parti, la terreur, la torture, la délation et la corruption s'érigent en maux sociaux que vont combattre les rares journaux comme *La Gazette* de Douala, *Le Perroquet*, *Objectif* et surtout *Le Messenger* crée en 1979.

Des mesures répressives étouffent des contradicteurs qui continuent, par l'information contradictoire et parfois plus vraie, de servir l'opposition, mue, par une subtile connotation, la subversion. Ainsi affaiblie et muselée, la presse écrite se tourne vers le sport et les faits divers.

Apparaissent alors *Sport Panorama*, *Sport Magazine*, *Cameroun Sport*, *le Courrier Sportif*, *Football Élite*, etc. Fleurissent aussi des titres aux lignes éditoriales équivoques qui font long feu. Très souvent hebdomadaires, bihebdomadaires et rarement quotidiens, on voit naître au cours de cette décennie des journaux comme *Press Inter*, *Douala Express* aux contenus soporifiques et focalisés sur les faits divers et la flagornerie. Face à un désert informatif crédible et professionnel, l'État crée *Cameroon Tribune*, officieux quotidien national, qui infléchit l'opinion nationale et internationale.

Mais l'arrivée simultanée de journaux aux évocations significatives contrebalance cet objectif. Outre *la Gazette* en 1974 et *le Messenger* en 1979, on a vu surgir *le Combatant* et *Le canard libéré* en 1976. *Cameroon Tribune* trône toutefois jusqu'en 1982, année où Paul Biya reçoit constitutionnellement le pouvoir. Le nouveau président annonce la rigueur et la moralisation, mais aussi démocratisation. Ce concept est compris comme le *débâillonnage* de la presse et des partis politiques.

Ahidjo et Biya devenus adversaires, leur différend culmine avec le coup d'État manqué de 1984. La presse fleurit, raconte ou invente les dessous du complot. Le public gobe ces récits et se régale de tous ces phantasmes qui popularisent les événements du palais.

Le combat des chefs ravit le petit peuple favorable au nouveau président. Les militaires, les hommes du commandement, les universitaires, les ambitieux de tous bords

créent des journaux pour analyser cette rivalité en faveur de P. Biya.

Pourtant, malgré le déballage actuel généralisé de la presse, des mesures administratives restent en vigueur. Ainsi, en 1983, à force de fantasmer, le *canard Libéré* est suspendu pour avoir révélé les raisons virtuelles ou factuelles de la déchirure entre les deux présidents. Par contre, le *Messenger*, qui soutenait P. Biya, retourne la veste et devient très critique à l'endroit du président à partir des années 90, années de braises. Le *Libéral* prend objectivement position pour le pouvoir.

III-LA PRESSE PRIVÉE, LA PRESSE D'OPPOSITION

Le ministère de l'Administration Territoriale recense, en 1990, 119 journaux. Parmi les titres les plus lus, on compte *Le Patriote*, *Le Républicain*, *Cameroun Magazine*, *Cameroun Hebdo*, *Challenge Hebdo*, *L'Expression*, *Cameroun-Nouveau*, *Le Temps*, *Le Confident*, le *Combatant confidentiel*. Omgba (op. cit. : 25), reprenant une étude collective, indique que le Cameroun recensait 485 titres nationaux légalisés.

La presse qui prépare l'opinion publique aux élections législatives multipartites de 1992 s'enrichit et attise la population contre le pouvoir en place. Le vocabulaire de la violence est extrêmement virulent et si agressif que la guerre civile est évitée parce que le petit peuple ne lit pas les articles de fond.

Comme par hasard, et comme si cela relevait d'un commun accord, les journaux manipulant le champ lexical de la violence verbale proviennent d'une même aire sociologique : *Le Messenger*, *Challenge Hebdo* et *L'Expression*. Ils sont soutenus dans leur invective déstabilisatrice par des organes très voisins, appartenant, du reste, au

même groupe. Il s'agit, en l'occurrence, des journaux comme *Le messager popoli*, *la messagère*, *Challenge*, etc. Pourtant, *Nouvelle Génération*, *Perspective*, puis *Perspective hebdo*, *La nouvelle presse*, appartenant à la même aire géographique que le président de la République, sont tout aussi critiques bien que prenant rarement parti pour lui.

Au plan politique, l'opposition se radicalise, mais la loi de 1990 sur les libertés d'association constitue une bonne avancée dans la reconnaissance des droits et des devoirs de la presse. Les modifications de 1996 en constituent le meilleur socle tutélaire dans le développement de la presse camerounaise avec la suppression des exactions de l'Administration. Les journalistes sont pourtant encore séquestrés, seuls les articles incriminés sont censurés. Aussi, pour éviter des pertes, la censure intervient quelques heures avant la publication.

Révisée en 1996, la nouvelle loi allège les contraintes et abolit davantage les blocages. Ces mesures donnent des ailes aux journaux. Qui provoquent un peu plus le pouvoir et ses pontes voire le président de la république. S'installent le libertinage dans le ton, la provocation dans les contenus, l'invention des faits, la dénonciation des mensonges, le rejet du tribalisme, la délation, le refus du favoritisme, la diatribe débridée, etc.

Le pouvoir réagit *épidermiquement* et consolide cependant une plate-forme légale à laquelle doivent se conformer les journalistes toujours plus audacieux et toujours plus à la quête de liberté, mais aussi de libertinage. Par manque de professionnalisme ou par provocation, certains journaux s'adonnent librement à la diffamation, tare qu'analyse Tchoungang (2004 : 12-26) au plan juridique.

Si certains journalistes du secteur privé prennent conscience de la réglementation qui codifie leur profes-

sion, il s'en trouve d'autres, au niveau scolaire très bas, qui jouent les paparazzis, agents de liaison constamment en quête du *gombo*, de pots de vin pour livrer une information contre telle personnalité ou pour ne pas publier telle autre information.

Ce type de journalisme s'assimile à la mendicité et noie le professionnalisme. Il est pourtant significatif de voir proliférer cette engeance. En réalité, comme en 1984, en 1990 et en 1992, la situation politique devenant de plus en plus solide, les *en haut d'en haut* veulent consolider leur place et s'y maintenir. Ils financent et commanditent des journaux pour leur éloge et pour exposer les escandres de leurs rivaux. La vie privée, les scandales des uns alternent avec les activités politiques en faveur du pouvoir en place.

Animées par des individus douteux, ces publications, on l'a dit, paraissent au gré des événements et des circonstances. Voilà pourquoi, en janvier 2006, le Cameroun dénombre plus de 900 titres fantômes ou factuels. Le cadre juridique aidant, l'assainissement s'installe lentement et aseptise la profession. Mais le chemin est encore long. En effet, les professionnels se plaignent du non-respect de la périodicité, de l'invasion des *gombistes*, du traitement léger de l'information, du manque de professionnalisme, de la présence des faits non avérés dans les journaux, etc.

IV-LA PRESSE AUDIOVISUELLE

Tout ce qui vient d'être dit pour la presse écrite est valable pour la presse audiovisuelle. Globalement, l'État a régné sans partage sur cette catégorie pendant près de quatre décennies. La radio camerounaise existe depuis 1940. Elle a été installée à Douala pour relayer les communiqués de guerre. La sorafom, -société de radiodiffu-

sion de la France d'outre-mer- a disséminé des émetteurs partout au Cameroun⁷.

En 1970, toutes les provinces camerounaises bénéficient de radio à émetteurs ondes courtes ou ondes moyenne. Ces outils sont aujourd'hui délaissés au profit des FM qui essaient même les quartiers les plus misérables de toutes nos villes. Mais, si la radio et la télévision étaient, jusques à ces 05 dernières années, l'apanage de l'État, le développement des l'audiovisuel privé est réel. Comme Douala, mais moins dans d'autres provinces, Yaoundé compte plus de 15 radios proximales privées et confessionnelles et 4 TV privées.

Les difficultés des utilisateurs à respecter la réglementation constituent la cause majeure de ce petit nombre actuel de radios existant. Les grandes villes et les grosses agglomérations demeurent les zones privilégiées des radios privées dont les missions concernent très peu la formation éducative. Elles se consacrent aux faits sociaux, à la politique ou aux événements ponctuels. Selon *le plan national des infrastructures de la communication et de l'information* (2001 : 45), au sujet de ***l'audiovisuel***, l'Enquête camerounaise de 1996 auprès des ménages indique que, à Yaoundé ou à Douala

quatre foyers sur cinq possèdent un récepteur de radio. D'une manière générale l'on estime que la télé densité au Cameroun est de 8,11 récepteurs de télévision pour 100 habitants.

La Communauté internationale a aussi doté le Cameroun de radios éducatives et communautaires implantées dans les zones rurales. Par exemple, la francophonie a offert 05 radios communautaires rurales chargées de l'animation et de la formation des paysans en santé, en

⁷ On lira utilement le mémoire de Maîtrise de E. Ngo Billa. cf. note 2.

agriculture et en éducation. L'Unesco, pour les mêmes objectifs, continue à doter le pays de telles radios. Plus d'une dizaine d'entre elles sont implantées dans la République et travaillent à la formation des paysans et au développement des activités des femmes. La création d'autres stations se poursuit.

Le développement des radios numériques au Cameroun est également perceptible. La plupart des stations radio et Tv sont devenues numériques au détriment de l'analogique. RFI, la BBC, la Voix de l'Amérique, s'associent aussi aux radios privées et publiques camerounaises pour émettre dans de bien meilleures conditions même si RFI, Africa n°1 et la BBC émettent indépendamment à Yaoundé, à Douala, à Bamenda.

La qualité et le confort d'écoute favorisent la fidélisation des auditeurs. Toutes les chaînes FM sont actuellement numérisées et la concurrence s'effectue à ce niveau. La Crtv, a complètement numérisé son réseau radiophonique urbain à Yaoundé et le Poste National de la radio. Radio Reine, Radio Télévision Siantou, Radio Lumière, Sweet FM, Satellite FM, Radio Vénus, Magic FM, TBC radio, Radio Bonne nouvelle, Real Time, Radio campus, Équinoxe, Radio Jeunesse et Nostalgie émettent ainsi aux côtés des télévisions proximales numérisées comme Canal 2 International, Ariane Television, STV, Radio Télévision Lumière, etc.

Mais cette « prolifération » ne sert qu'à la diffusion de la musique ou des sketches souvent sans valeur éducative. L'école par la radio est négligée et l'éducation libre et informelle ne prend aucune importance ni aux yeux de l'État, ni à ceux du privé. Les questions de culture générale, la recherche des mots justes sous forme de jeux interactifs par téléphone retiennent difficilement un public

peu enclin à ce genre d'activités qu'il regarde pourtant ailleurs.⁸

Une des difficultés de la presse audiovisuelle est sa persistance à développer l'affront ou la fronde relativement au refus ou à la lenteur à appliquer le décret du 3 avril 2000 qui fixe les conditions de l'ouverture à la concurrence de la production et de la diffusion de radio et de télévision.

Le bras de fer que se livrent le ministère de tutelle et quelques opérateurs de ce secteur est éloquent. L'autorisation d'ouverture et de création de ces médias étant soumise à une réglementation précise à laquelle peu souscrivent, préférant travailler clandestinement et glisser des pots de vins aux contrôleurs.

Des missions de contrôle sillonnent fréquemment la république pour sensibiliser les promoteurs à se conformer à la loi. Après des délais, la phase répressive a commencé et beaucoup d'organes ont dû mettre la clé sous le paillasson jusqu'à ce qu'ils se mettent en règle. À Douala, ce litige, qui continue au tribunal, oppose radio Liberté et le Ministère de la communication qui ne veut voir personne déroger à la règle. Le cardinal Tumi, archevêque de Douala, avait aussi essuyé un tel échec, contrairement à ses collègues de Yaoundé et de Bafoussam qui viennent d'ouvrir des radios catholiques.

La TV nationale, bien que fort décriée, essaie de couvrir objectivement les événements majeurs du pays. Implantée sur l'ensemble du territoire malgré de nombreuses zones d'ombre, elle essuie les critiques quotidiennes de ses rivales plus libérales et donc peu soumises aux contraintes d'une politique éditoriale institutionnelle. Les ana-

⁸ *Des chiffres et des Lettres, Le maillon faible, Questions pour un champion* sont pourtant «aimés» des Camerounais.

lyses de la Crtv, de plus en plus objectives, demeurent pourtant liées à la ligne éditoriale de l'État.

LES PERSPECTIVES ?

C'est la plus grande difficulté. L'État a donné des orientations majeures auxquelles se sont opposées les entreprises de presse. Il en est ainsi de l'instauration en 2002, par l'État, de la carte de presse, d'un financement public accordé aux organes de presse légaux, de la création d'un Conseil National de la Communication, de l'autorisation des différents syndicats des journalistes, de l'autorisation de l'Union des journalistes camerounais, des associations endogènes, etc. ces structures visent à assainir la profession et surtout à la crédibiliser.

Survient, en 2004, la création d'un conseil des médias camerounais initié par les journalistes eux-mêmes. Cet organe d'autorégulation travaille à l'observation du code éthique de la presse camerounaise, pour la bonne marche du métier et pour la médiation dans les contentieux.

Le CCM a été lancé à l'initiative de l'Union des journalistes du Cameroun (UJC) et avec le soutien de l'ambassade du Canada. Présent à cette réunion, le ministre de la Communication s'était déclaré favorable à la nouvelle instance.

Le CCM se compose de neuf membres: quatre journalistes, deux éditeurs de presse, deux membres de la société civile et un spécialiste du droit de l'information. Les journalistes camerounais souhaitent voir ce Conseil s'imposer comme un recours dans les cas de délits de presse, qui sont actuellement tranchés exclusivement par les tribunaux. Ils militent depuis des années en vain pour la suppression des peines de prison ferme qui sanctionnent ces délits.

Il me semble que c'est vers cette voie que gagnerait à se diriger la presse camerounaise pour survivre. S'il demeure vrai que les vrais professionnels exercent correctement leur métier en restant toujours critiques relativement au pouvoir, ils ont pour principal souci de gagner beaucoup d'argent en dramatisant les événements anodins auxquels ils apportent une envergure épique. Cette stratégie est normale et régulière.

De même, le mérite de la presse camerounaise pourrait s'obtenir à partir des analyses objectives, bien que partisans sur les événements sociaux. À ce titre, jeter en permanence le discrédit sur son propre pays constitue une stratégie quelque peu bizarre. Il est vrai qu'à force de crier sans se faire entendre, la tendance est l'hyperbolisation et à l'exagération. L'esprit critique n'est pas synonyme de négativisme. On loue ainsi cette presse quand elle apporte des informations inédites sur tel aspect de la vie nationale qu'aurait voulu dissimuler le pouvoir en place.

Des annonces anticipées de décisions, leur explication et leur analyse donnent du crédit à tel ou tel journal. Expliquer les contours d'un budget, révéler les dessous de certaines négociations, prévenir des détournements, analyser les décisions ou les conditionnalités imposées au Cameroun par le FMI et la Banque Mondiale, examiner en profondeur la nature et l'orientation de telle orientation du Président de la république ou de tel ministre, voilà qui donne le pouvoir à un journal, quel que soit son bord idéologique. C'est le cas de *Mutations* ou du *Messenger* qui sont relayés par des sous-traitants comme *Ouest-Échos* et *Le Messenger Popoli*.

Cette indépendance d'esprit manque à la presse écrite et audiovisuelle étatique contraint de respecter la politique éditoriale institutionnelle. La hardiesse de certains journalistes de la télévision nationale a valu des sanc-

tions mémorables à ces intrépides-là. Certains reportages ont été annulés. Ainsi, lors de la couverture de l'élection du nouveau président de la Banque Africaine de Développement qui a vu le Cameroun battu à plate couture, la relation des faits à la TV a été supprimée par la hiérarchie.

La couverture des mouvements sociaux - grèves, marches manifestations - est traitée de manière angélique bien qu'un vent de revendications lors des conférences de rédactions souffle de plus en plus fort. Les journalistes du secteur public, pourtant bien formés, se plaignent de ne pouvoir convenablement exercer leur métier en donnant l'exactitude des analyses réalisées.

La dernière couverture de l'élection présidentielle a pourtant été exemplaire. La TV et la radio nationales ont commis une équipe à chaque candidat dans le tour des provinces. Toutes les étapes de la propagande électorale ont été passées au peigne fin. Les analyses des candidats représentant le parti au pouvoir et ceux de l'opposition ont reçu un traitement égal, critique et objectif.

Parfois, des candidats se sont soustraits aux émissions qui leur avaient accordées 15 jours durant, suivant un quota déterminé par le conseil de l'audiovisuel et par le Ministère de la Communication. Des déviances observées ont été portées au Tribunal. Mais la TV et la radio nationale, en fin de campagne, ont reçu les félicitations de la plupart des candidats de l'opposition. Cet esprit doit être généralisé et réglementé.

L'avenir appartient aussi à la nature de la formation des personnels des médias. Bien formés, bien instruits et bien cultivés, ils seront en mesure de donner à leur lectorat et à leur auditoire un produit de qualité qui fera le bonheur de leur métier. Le problème de la langue est un autre problème.

Nous n'avons pas la possibilité de revenir sur l'influence de la presse étrangère sur l'univers médiatique du Cameroun, Tudesq (2000 :355-375) ayant déjà largement approfondi ce sujet, tout comme l'examen des procédures légales en matière de création de journaux. Vous n'aurez pas eu droit à l'aventure de la presse électronique qui est souvent le reflet de la presse imprimée en dehors de quelques sites partisans. L'analyse des contenus a été évitée pour les besoins de la cause. L'analyse de la presse anglophone aussi. C'est le prétexte pour une autre communication qui pourrait aborder le modèle que trace la presse camerounaise.

BIBLIOGRAPHIE

Atenga T. (2005) La presse privée et le pouvoir au Cameroun in *Politique Africaine*, n°97, Karthala, pp. 33-

Ayang, F. X. (2003) *L'appropriation du français dans la presse écrite au nord Cameroun*. Mémoire de Maîtrise, Fac. Lettres, Département de Français, Université de Yaoundé 1.

Bebey, F. (1963) *La radiodiffusion en Afrique noire*, Paris, Saint-Paul.

Binam, J.M. (2001) *Les particularités morphosyntaxiques dans la presse au sud Cameroun*. Mémoire de Maîtrise, Fac. Lettres, Département de Français, Univ. de Yaoundé.

Biyiti, J. P. (1984) *Une radio régionale africaine et son public : analyse d'un divorce*. Thèse de 3^e cycle, Sciences de l'Information, Paris.

Boyomo Assala, L. (2000) Propriété et contrôle des médias en Afrique centrale: tendances politiques générales dans le cadre de l'ajustement structurel et de la démocratisation in *Fréquence Sud*, revue de recherche en communication, n°15, Esstic, Univ. de Yaoundé II, pp. 105-129.

Cayrol, R. (1973) *La presse écrite et audiovisuelle*, Paris,

Chindji-Koulevu (2000) La mission éducative des médias in *Fréquence Sud*, revue de recherche en communication, n°15, Esstic, Université de Yaoundé II, pp. 131-144.

Effemba, P. R. (2000) La Crtv en chantier. in *CRTV Magazine*, n°001, février 2000.

Efoua Zengue, R. (1983).

Le français des médias écrits in *Fréquence Sud*, n° 3, Univ. de Yaoundé, pp. 69-74

Fouda, V.S. (2003) *Les médias face à la construction de l'État-Nation en Afrique noire : un défi quotidien au Cameroun*. Paris, L'Harmattan

Kengne, V. (2005) *Dynamique du français à l'Ouest-Cameroun : le cas de Ouest-Échos*, Mémoire de Maîtrise Université de Yaoundé 1

Keye Ndogo (1980) *La presse privée au Cameroun depuis l'indépendance : thermomètre à zéro*. Mémoire de fin d'études. Esijy, Yaoundé.

- Mahop, J. R. (2004) *Le langage du sport et l'environnement socio-politique dans les médias camerounais. Le cas de Cameroon-Tribune*. Mémoire de Maîtrise, Fac. Lettres, Département de Français, Université de Yaoundé 1.
- Maigret, J. (*L'organisation de la radiodiffusion coloniale*, Afom. Aix-en-Provence, c365d.
- Mendo-Ze, G. et Hond (2005)
Une décennie de communication sociale au Cameroun (1990-2000) Aspects juridico-institutionnels et analyse critique de l'environnement de la presse libre. Yaoundé, Sopecam.
- Messio, Sally (2003) « La valse des titres » in *La gazette*, www.presse-francophonie.org n°111.
- Miquel (1972) *Histoire de la radio et de la télévision*. Paris, Richelieu.
- Moosman, A. (1983) *Histoire des émissions Internationales : 1931-1975* ; Paris, Bibliothèque RFI.
- Ndembiyembe, P.C. (2006) « L'essor de la presse écrite au Cameroun sous domination étrangère : entre appétences instrumentalistes et prétentions libérales » in *Fréquence Sud* revue camerounaise des Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Yaoundé II, ESSTIC, n°18, pp. 175-191.
- Nga Minkala, A. (1993) *Les langues nationales à Radio Cameroun*, Thèse de Doctorat en sciences de l'information, Univ. Panthéon.
- Nga Ndongo, V. (1987) *Information et Démocratie en Afrique, l'exemple camerounais*. Yaoundé, Sopecam
- Nga Ndongo, V. (1993) *Les médias au Cameroun, mythes et délires d'une société en crise*. Paris, L'Harmattan.
- Ngo Mbilla, E. (1988) *La radiodiffusion au Cameroun : 1940-1963, Approche historique*. Mémoire de Maîtrise Université de Yaoundé.
- Ngongo, L.P. (1987) *Histoire des forces religieuses au Cameroun*. Paris, Kathala.
- Ngongo, L.P. (1987) *Histoire des Institutions et des faits sociaux du Cameroun*. Nancy, Berger-Levrault.

Ngono A.M. (1979) *Le Nleb bekristen* de 1935 à 1979 : une réalité têtue; Mémoire de fin d'études. Esijy, Yaoundé.

Ongba M.-J. (1998) Panorama des médias au Cameroun dans le contexte démocratique : presse écrite, médias audio-visuels in *Fréquence Sud*, revue de recherche en communication, n° 14 Esstic, Univ. de Yaoundé II, pp. 13-42.

Ongba M.-J. (2004) Rôle et place des médias dans le contexte d'un pays en voie de développement : le cas du Cameroun in *Fréquence Sud*, revue de recherche en communication, n° 17, Esstic, Univ. de Yaoundé II, pp. 9-34.

Onguene Essono, L.M. (1989) : *Le français de/ dans nos médias. Essai d'Étude typologique* in **Fréquence Sud**, Revue de recherche sur les mass media, ESSTI, Univ. de Yaoundé, n° 9, avril, pp. 87-106.

Onguene Essono, L.M. (1992) *La presse camerounaise en classe de français. Étude du titre et de l'allonymie anaphorique.* In **Fréquence Sud**, Revue de recherche sur les mass media, ESSTI, Université de Yaoundé, n° 11, juillet, pp. 62-83

Onguene Essono, L.M. (1993) *La norme endogène dans le français écrit des médias camerounais.* In **Inventaires des usages de la francophonie : Nomenclatures et Méthodologies.** Actualités Scientifiques. Éditions J.L. Eurotext. Aupelf-Uref. pp 249-260.

Onguene Essono, L.M. (1995) *Problématique de l'argumentation dans Cameroon-Tribune : l'exemple de l'énumération.* In **Fréquence Sud**, Revue de recherche en Communication, ESSTI, Univ. de Yaoundé II, n° 13, fév., pp. 161-186.

Ramonet, I. (2001) *La tyrannie de la communication.* Paris, Gallimard.

Rieffel, R. (2005) *Que sont les médias ?* Paris, Gallimard.

Saah, L. (1975) Contribution à l'histoire de la presse écrite de langue française et locale au Cameroun de l'origine à l'autonomie (1884-1958). Thèse de Doctorat, Paris.

Tchindji (1996)

Tchoungang, Ch.(2004 : 12-26)

La diffamation dans les médias au Cameroun in *La diffamation dans les médias en Afrique*. Dakar, Unesco

Tjade Eone, M. (1986) *Radios, publics et pouvoir au Cameroun : utilisations officielles et besoins sociaux*, Paris, L'Harmattan

Tudesq, A. J. (2000)

Tudesq A. J. (1995)

Voyenne, B. (1971) *La presse dans la société contemporaine*, Paris, A. Colin.

Wong Ahanda, A. (2005) *La communication au Cameroun : bibliographie annotée et commentée de 10 ans de recherche*. Paris, L'Harmattan, collection Sociétés africaines et diaspora.

Ze Ze (1991) *Les écarts lexicaux dans le français de la presse écrite au Cameroun*. Mémoire de DIPES II, E.N.S., Univ. de Yaoundé.

Les journaux camerounais en français

Titre	Politique éditoriale	Tendance/orientation	Situation actuelle
Aurore Plus	Indépendant	Favorable à l'opposition	Hebdo régulier
Amand'la	Indépendant	Très libre et respecte	Journal d'opinions animé par des universitaires
Ciel d'Afrique	Indépendant	Faits divers,	Journal d'information, d'enquêtes et de débats.
Dikalo (1992)	Indépendant		Bihebdomadaire irrégulier
Galaxie	Indépendant	Tendance très UPC	Disparu
Indices	Inconnu.	Découvert	www.gippafe.com/indices
L'Essor des Jeunes	Indép. catho.	Très critique	Hebdo rég. disparu
L'Étoile	Partisan	Lutte c/ le colonialisme	disparu
L'œil du Sahel	Indépendant	Opposition modérée	Hebdomadaire régional
La Lumière	UPC nord Cam.	partisan	disparu
La Missive			
La Nouvelle Tribune	Indépendant	Opposition modérée	Très irrégulier
La verite	UPC (jeunesse)	Opposition radicale	disparu
La Voix du Cameroun	Org. officiel de l'UPC	Lutte c/ le colonialisme	disparu
La Voix du paysan	Indépendant	Éducation	Hebdo éducation agricole
Le Bamiléké	Animé par les villageois évolués et soutenus par quelques colons		
Le Détective	Indépendant	Dénonce les personnalités	hebdomadaire
Le Flambeau	UPC Ouest	partisan	disparu
Le Front Indépendant	Indépendant	Dénonce les personnalités	Hebdo très irrégulier
Le Jeune Enquêteur	Indépendant	Faits divers, sensation	Hebdomadaire
Le Satellite	Indépendant	Faits divers	Hebdo d'informations gles.

Liberté

Ouest-Échos	Indépendant	Opposition	Hebdomadaire régional
		sous-traitant Mutations et	paraissant à Bafoussam
Pouala	Indépendant		Hebdo rég. Bafoussam
Renouveau Hebdo	Indépendant	Favorable au pouvoir	Hebdomadaire
Le patriote	Partisan	Organe annexe du RDPC	Disparu
Habeas Corpus,	Indépendant		Bi mensuel
L'éveil du Cameroun (1927)			
La presse du Cameroun (1955)	Prive/laïc	Quotidien disparu et actionnaire pour la création de Cameroon Tribune	
Le Cameroun Libre (1940)	Cree par les amis de la France libre		Hebdo disparu en 1958
Le journal des villages du Nyong/Sanaga (1953)	Animé par les villageois évolués et soutenus par quelques colons		Bi hebdo disparu en 1958
L'avenir de l'Adamoua (1954)	Animé par les villageois évolués et soutenus par quelques colons		Hebdomadaire régional
Les Nouvelles du Moungo (1954)	Réplique du journal des villages du Nyong et Sanaga. Vient en appui à l'UPC disparu.		
L'Effort camerounais (1955)	Confes. catho. opposition	http://www.leffortcamerounais.info/	
La Gazette de Douala (1974)	Indépendant téméraire		Hebdomadaire disparu
Cameroon Tribune (1974)	Officieux gouv. gouvernemental		Quotidien
Le Canard Libéré (1976)	Indépendant	Opposition au pouvoir	Hebdomadaire disparu
Le Messenger 1979	Indépendant	Opposition radicale depuis 1992	
		Hebdomadaire devenu quotidien, http://www.lemessenger.net	
Le Combattant 1984	Indépendant	Très pugnace	disparu
Soleil d'Afrique (1991)	Indépendant	Faits divers, sensation	Hebdo d'information
La nouvelle Expression (1992)	Indépendant	Opposition radicale	
		www.lanouvelleexpression.net/	
L'Action (1992)	Partisan	Organe du parti au pouvoir Rdp	Quotidien,
Mutations (1996)	Indépendant	Opposition radicale	
		Hebdomadaire, puis quotidien, http://www.quotidienmutations.net	
Le jeune détective (1997)	Indépendant	Sensations Informations Générales hebdo	
La Vespérale (2002)	Indépendant	Proche de l'opposition	
		Mensuel droits de l'homme très irrégulier	
La nouvelle Presse (2003)	Indépendant	Opposition modérée	Hebdomadaire, Yde
Nouvelles ambitions (2005)	Indépendant	Délation, faits divers, dénonciation	
		Hebdomadaire d'informations, d'analyse et d'investigation	

Journaux en langues camerounaises

Titre	Traduction	Langue	Durée vie	Politique	Tendance	Situation
Mulee nguea	Le guide	duala	1903	Consolidation la foi chrétienne et abandon des croyances traditionnelles. Diffusion de l'idéologie protestante.		
	Éducation, instruction religieuse, évangélisation, information					
Mule Lea	Le Guide	duala	1910			disparu
Mo'a Mudi	L'épée de l'esprit	duala	1914			disparu
Ngengeti	L'Étoile	duala, bamoun et français	1924			disparu
Dikalo	L'information	duala	1928-1956			disparu
Mwendi Ma Baptist	Le Message baptiste	duala	1956			disparu
Kalate mefoe	La feuille des nouvelles	bulu	1916	Évangélisation du Sud-Cameroun, du Gabon et de la Guinée Équatoriale		
				Infos. religieuses, forum, nouvelles du Cameroun		disparu
Mefoe	Les informations			Disparu en 1966 a remplacé Kalate mefoe		
Mwendi ma Masango	Message de la paix	duala	1906			disparu
Poa Mudi	Méditation	duala	1914			disparu
Nkul Zambé	L'appel de Dieu	bulu	1956	évangélisation		disparu
Nleb Bekristen	Le conseiller des chrétiens	éwondo	1935	Évangélisation, informations générales,		Disparu ou couplé à Ensemble

Eloimbeya Kamerun	Le globe solaire	duala	1908-1913	Informations Politique	disparu
Mbalé	La vérité	duala	1920-1929	Informations Politiques	disparu
Jongo	La Flèche	duala	???		disparu
Muketi	L'Arbalète	duala	???		disparu
Minan	Les nouvelles	bassa	1956-1959	Évangélisation protestante	
Tame lang	Lis	bulu français	1954		disparu
Lejournal des villages du Nyong et Sanaga		ewondo français	1953-1958	Infos générales	
Njel ion	La voie du peuple	bassa français	1960	Infos générales	disparu
Bebela ebug	La vérité	éwondo	1960-1961	Infos générales	disparu
Nnem nyebe	La beauté du cœur	éwondo	1961-1962	Infos générales	disparu
Radio nnam	La voix du peuple	Éwondo	1961-1962	Infos générales	disparu
Essamdzigi	L'éducateur	Éwondo	1961-1963	Infos générales	
Reveil			1992		disparu
Sosso efiá	La parole de la vérité	éwondo- bulu	1961		disparu
Nken	La petite cloche	éwondo	1961		disparu
Nnam	Le peuple	éwondo	1962	Infos générales et politiques	
Mongo Beti	L'enfant Beti	éwondo	1962		
Nazareth		éwondo	1965	Informations catholiques	
Nufi	La chose nouvelle	fe'e fe'e	1957		
Nu	Le tam-tam	Bulu	1964		disparu
Nnam	Le pays	ewondo	1962	Information politique	disparu
Nkul nnam	La voix du peuple	éwondo	1966	Infos politiques	disparu
Songo	Jeu de hasard	éwondo	1967		disparu
Nkul beti	Voix des Betis	éwondo	1971		disparu

Presse audiovisuelle

Dénomination	Fréquence	Mode d'émission
CRTV (Cameroon Radio Television)	Le poste national est reçu dans les 10 provinces sur une fréquence précise	Tous émetteurs en FM
CRTV	10 stations provinciales	+ des chaînes commerciales
CRTV commerciales	FM 105 (Suelaba fm 105)	104.9 mhz (fréquence planifiée)
	FM 94	94, 00
	Mount Cameroon FM (Buea)	
Radio jeunesse	Radio catholique	99.5
Satellite	Satellite FM	96.5
Radio Environnement		107.
Radio Bonne Nouvelle	Douala	100.50 mhz (fréq non planifiée)
Radio Bonne Nouvelle	Yaoundé	102.5
Poala	FM (Bafoussam)	
Radio Équinoxe	FM (Douala)	93.00 mhz (fréq. non planifiée)
Real Time Music (RTM)	FM (Douala)	106.00 mhz (fréq. non planifiée)
Sweet FM	FM (Douala)	107.70 mhz (fréq. non planifiée)
Radio Gospel	FM (Douala)	107.70 mhz (fréq. non planifiée)
Radio Bonne Nouvelle	FM, Eholowa	(fréquence non planifiée)
Radio Vie Nouvelle	FM Douala	
Radio Nostalgie	FM Douala	
Magic FM	FM Yaoundé	100 .01
RTS (Radio TV Siantou)	FM Yaoundé	90.5
Radio Lumière	FM Yaoundé	95,00
Radio Reine	FM Yaoundé	103.7
TBC	FM Yaoundé	92.9
Radio Campus	FM Yaoundé	90,00
	FM Yaoundé	104.2